

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°29

janvier-mars 2023

Guerres et armes

Table des matières

Table des matières.....	2
Armes wallonnes : les révélations choquantes de Médor démontrent l'absolue nécessité d'une transparence accrue.....	3
En réalité, la guerre sera une défaite. Pourquoi et que faire ?	4
Le rameau d'olivier plutôt que l'étendard de la guerre	9
La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation.....	11
Un Afghanistan au coeur de l'Europe.....	12
Au pied du sapin de Noël la nouvelle bombe nucléaire USA B61-12.....	13
L'explosion des deux oléoducs est une déclaration de guerre à l'Allemagne	14

Armes wallonnes : les révélations choquantes de Médor démontrent l'absolue nécessité d'une transparence accrue

Bruxelles, le 2 septembre 2022

Suite à la parution par le magazine Médor d'une enquête concernant la détermination du Ministre-Président wallon, Elio Di Rupo, à exporter des armes vers l'Arabie saoudite malgré les avis négatifs de la commission d'avis chargée de le conseiller sur de telles exportations vers des « pays sensibles » et sur le remaniement problématique de cette même commission, Amnesty International (AI), la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD), la Ligue des Droits Humains (LDH) et Vredesactie rappellent l'absolue nécessité d'améliorer substantiellement la transparence en ce qui concerne les procédures d'octroi des licences d'exportation d'armes wallonnes.

« Si les révélations de cette enquête sont résolument choquantes, elles ne sont malheureusement pas surprenantes. Il est en effet évident que les autorités wallonnes ne respectent pas les règles définies par le décret wallon sur les exportations d'armes et autorisent des exportations qui peuvent contribuer à commettre des violations des droits humains et du droit international humanitaire, expliquent les organisations. L'enquête de Médor démontre par ailleurs que l'opacité qui caractérise le contrôle des exportations d'armes wallonnes favorise grandement les pratiques irresponsables. »

En effet, la décision d'accorder ou de refuser des licences d'exportation d'armes revient au seul Ministre-Président, qui ne reçoit que des avis confidentiels non contraignants. En ce qui concerne le contrôle parlementaire, il est réduit à sa plus simple expression et la société civile n'est informée que très tardivement et de manière lacunaire sur les exportations d'armes autorisées par le Ministre-Président.

« Nous critiquons avec force ce système depuis longtemps, mais nous insistons également sur le rôle des entreprises d'armements, qui ne peuvent plus continuer à ignorer leur rôle central en ce qui concerne les exportations d'armes. Il est de leur devoir de s'assurer que leurs exportations ne risquent pas de contribuer pas à commettre des violations des droits humains et du droit international humanitaire, soulignent les organisations. Les révélations de Médor nous confortent donc dans notre décision de lancer une action pénale contre les exportations réalisées par la FN Herstal à destination de l'Arabie saoudite avec des licences non valables. L'entreprise détenue à 100 % par la Région wallonne ne pouvait pas ignorer que ces armes risquaient d'être employées pour violer les droits humains et le droit international humanitaire. »

Une pétition adressée au Ministre-Président Elio Di Rupo demandant un réel respect du décret wallon réglant les exportations de matériel militaire et une transparence accrue dans les procédures d'octroi des licences d'exportation d'armes est par ailleurs disponible sur le site d'Amnesty International.

Complément d'information

L'enquête de Médor porte sur des licences accordées en 2019 par Elio Di Rupo pour des exportations à destination de l'Arabie saoudite, alors que la commission d'avis l'avait informé des risques quant à la possible utilisation de ce matériel pour commettre des crimes de guerre dans le cadre de la guerre au Yémen. Cet accord a été donné dans un contexte où de multiples voix – de la société civile, mais aussi des Nations unies, du Parlement européen et de la Chambre des représentants – s'inquiétaient des conséquences dramatiques pour les populations civiles du conflit au Yémen (qualifié par les Nations unies de « pire crise humanitaire au monde »), où l'Arabie saoudite est engagée à la tête d'une coalition depuis 2015. En outre, la commission d'avis signalait que la situation des droits humains en Arabie saoudite était « désastreuse ».

Ces licences ont par ailleurs été accordées dans un contexte où le gouvernement dirigé par Elio Di Rupo s'était formellement engagé, via la Déclaration de politique régionale, à plaider en faveur d'« une décision au niveau européen sur l'arrêt des ventes d'armes aux pays qui commettent des violations graves du droit international humanitaire ou du droit international des droits humains ». Ce faisant, le Ministre-Président et sa majorité ont donc violé leurs propres engagements. [...]

Depuis le début du conflit en mars 2015, toutes les parties au conflit au Yémen ont commis des violations répétées et graves du droit international humanitaire. En ce qui concerne la coalition emmenée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, il a été mis en évidence qu'elle cible des infrastructures civiles et mène des attaques aveugles, faisant des centaines de mort es et de blessé es parmi la population civile.

<https://www.liguedh.be/armes-wallonnes-les-revelations-choquantes-de-medor-demonstrent-labsolue-necessite-dune-transparence-accrue/>

En réalité, la guerre sera une défaite. Pourquoi et que faire ?

La guerre sera une défaite si son inévitabilité dans la tête des dominants gagne sur son rejet dans la tête des citoyens. L'exemple macroscopique de cette évidence est représenté par les États-Unis en état de guerre permanente. La lutte pour bannir la guerre continue.

La seule guerre qui vaille la peine d'être menée est celle contre la pauvreté (Jan Tinbergen, lauréat du prix Nobel d'économie).

La guerre est dans la tête des dominants

L'article 11 de la Constitution italienne (entrée en vigueur en 1948) stipule que l'Italie répudie la guerre. Au cours de ces 74 années, les groupes puissants du pays n'ont jamais agi dans le respect de l'article 11, ils ont régulièrement parlé de paix, mais ont pratiqué la guerre en obéissant aux impératifs politico-militaires de leur principal allié (les États-Unis) et à la doctrine de l'atlantisme, l'Italie étant membre de l'OTAN depuis la création de ce qui est devenu au cours des vingt dernières années l'organisation militaire la plus puissante du monde.

La guerre, en tant que principal moyen de résolution des conflits et de gouvernance des relations internationales, est nichée dans le cerveau des puissants, surtout des plus puissants, aujourd'hui les États-Unis et les États membres de l'OTAN (comme la France, le Royaume-Uni). Puis il y a la Russie de la Poutine et les nostalgiques de l'ère tsariste et soviétique-stalinienne pour clore la liste avec les autres puissances nucléaires comme la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël, la Corée du Nord... L'une des pierres angulaires de la culture politique des dirigeants américains est « la paix par la force », une version moderne et plus forte de la croyance en vogue dans la Rome impériale « *Si vis pacem para bellum* ».

Un exemple dramatique en est la nouvelle phase de la guerre mondiale qui se déroule en Ukraine, d'une part, par les États-Unis et les membres de l'OTAN contre la Russie afin de profiter de l'effondrement de l'URSS en 1989 pour réduire une fois pour toutes la puissance militaire et économique russe. D'autre part, par la Russie contre les premiers avec l'invasion inacceptable et criminelle de l'Ukraine, qui est devenue le pion sacrificiel de la volonté de la Russie de ne pas céder à l'agression des États-Unis et des membres de l'OTAN. Depuis des décennies, la Russie est le principal rival et obstacle à la suprématie mondiale totale, militaire et politique, des États-Unis. Bien sûr, il en a été ainsi pour des raisons de puissance opposée et certainement pas pour défendre et promouvoir la démocratie et la justice dans le monde.

Dans ce contexte, les plus ardents opposants au cessez-le-feu en Ukraine sont les États-Unis par l'intermédiaire de l'OTAN, dont le Secrétaire général répète à tue-tête que la guerre ne doit absolument pas être arrêtée mais poursuivie jusqu'à ce que la Russie soit vaincue. Les mêmes mots et la même musique de la part de la présidente de la Commission européenne, ancien ministre fédéral allemand de la défense (sous son mandat, l'Allemagne est devenue le quatrième exportateur d'armes au monde). En troisième position vient le président ukrainien porté au pouvoir par le coup d'État de 2014 réalisé avec un soutien massif des États-Unis. Le nouveau gouvernement ukrainien représente des groupes d'extrême droite nationalistes anti-russes mais aussi traditionnellement antisoviétiques. Ainsi, le peuple ukrainien, principale victime de ce jeu mortel, est devenu un peuple totalement dépendant, acheté et exploité à hauteur de dizaines de milliards de dollars par les États-Unis et l'OTAN pour devenir une énorme épine dans le pied de la Russie. Enfin, mais non moins ardents que les premiers, nous trouvons les dirigeants actuels de la Russie qui ne pensent qu'à défendre la reconquête de leur pouvoir perdu en se présentant comme un symbole de résistance et de lutte contre la domination américaine du monde. La Russie accuse ouvertement les États-Unis d'essayer de détruire la sécurité de la Fédération de Russie et du peuple russe et de vouloir maintenir leur suprématie planétaire à tout prix, par la force et la guerre.

À cet égard, la Russie, ainsi que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Vietnam, et même, de manière plutôt embryonnaire, certains pays européens et la Chine de Taiwan n'ont pas tort de le penser, car les faits le confirment. Le dernier est la récente (7 octobre 2022) déclaration de guerre technologique et économique des États-Unis contre la Chine. Mais procédons dans l'ordre.

La guerre est dans l'esprit des groupes dirigeants américains depuis la « Doctrine Monroe » (1823)

Les faits nous montrent que la guerre est dans l'esprit des groupes dirigeants américains depuis 200 ans, suite aux proclamations du président américain James Monroe qui sont devenues la « Doctrine Monroe ». Dans son discours sur l'état de l'Union du 2 décembre 1823, James Monroe a déclaré que les États-Unis ne toléreraient aucune ingérence d'un autre État dans les affaires américaines. L'ensemble du continent américain, a-t-il déclaré, est une zone d'intérêt stratégique pour la sécurité des États-Unis. Toute interférence aurait été considérée comme une menace pour leur sécurité. Les déclarations de Monroe ont été la base du développement de l'impérialisme américain et de leur légitimité autoproclamée à affirmer leur souveraineté absolue et leur suprématie sur le continent américain.

Lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, la suprématie mondiale des États-Unis et de l'Occident devint évidente, deux corollaires ont été ajoutés par les Américains eux-mêmes. Le premier (années 1950) affirmait que « *Ce qui est bon pour les États-Unis est bon pour le monde* » et le second, « *Avec nous ou contre nous* », un axiome typique d'une culture impériale. Mais la véritable grande extension de la nature et de la portée politico-militaire de la doctrine Monroe, s'est produite dans les années 1990, par une profonde redéfinition de la conception stratégique de la sécurité américaine, sous les présidents Georges Bush et Bill Clinton.

Cette extension est le résultat de la prise de conscience que dans un monde de plus en plus marqué par l'artificialisation de la vie sous toutes ses formes, technologisé et dominé par les valeurs et les critères de priorité de l'économie de marché capitaliste sur tout le reste, la sécurité économique (c'est-à-dire l'indépendance et l'autonomie en matière de propriété, de production et d'utilisation des ressources et des procédés, des produits et des services essentiels à la vie) constitue la clé stratégique de la sécurité d'un pays tout court.

En ce sens, la militarisation de l'économie, selon laquelle la sécurité militaire est essentiellement une sécurité économique, a fait du pouvoir de dominer et de contrôler les technologies de la connaissance (en particulier l'intelligence artificielle, la biotechnologie, les nanotechnologies et les matériaux rares) la moelle de la sécurité et de la suprématie. Cette sécurité se joue très majoritairement, plus encore que dans le passé « mythique » de la Haute finance du XIXe siècle, dans les immenses halls où sont entassés des milliers de gros ordinateurs avec leurs prothèses humaines (les opérateurs) où la finance algorithmique travaille au millième, voire au millionième de seconde, des milliards de transactions dont la valeur n'est plus connectée à l'économie réelle. Dans ce contexte, le pouvoir politique formel et la politique « publique » ont perdu une grande partie de leur fonction fondamentale. Les « seigneurs » qui habitent les palais gouvernementaux, ainsi que les salles parlementaires, ont de moins en moins d'influence sur le cours du jeu mondial.

La nouvelle doctrine stratégique américaine en matière de sécurité américaine et mondiale a logiquement inspiré le changement profond de l'objectif et du rôle de l'OTAN. D'une alliance militaire atlantique de défense en cas d'attaque militaire subie par un État membre, l'OTAN est devenue une alliance militaire globale d'intervention, même à titre préventif, pour sauvegarder la sécurité (dans le nouveau sens mentionné ci-dessus) des États membres, évidemment du plus puissant d'entre eux, les États-Unis.

L'autre guerre mondiale est en cours ; la guerre technologique contre la Chine

C'est dans ce contexte que le 7 octobre, lors de la visite du président Biden d'une usine Volvo dans l'État du Maryland, a eu lieu la déclaration de la guerre technologique/économique des États-Unis contre la Chine.

Une décision prise unilatéralement sans consultation ni accord des « alliés » de l'OTAN. C'était une surprise, surtout pour le monde financier, mais c'était dans l'air. Quelques jours plus tard, le 12 octobre, Biden a officiellement présenté la « nouvelle » stratégie de sécurité « nationale » en tant que « puissance mondiale », centrée sur la « guerre économique et technologique » (la « guerre unique », disent les dirigeants américains) en particulier et surtout avec la Chine, considérée par eux comme la seule puissance pouvant changer l'ordre mondial.

C'est une guerre de la puissance américaine contre la Chine. Il ne s'agit ni d'une guerre de la Chine contre les États-Unis ni d'une guerre provoquée par la Chine. Les États-Unis ont formellement déclaré ces dernières années que la Chine était leur ennemi systémique (une déclaration reprise par la présidente de la Commission européenne il y a quelques mois), mais cela ne leur donne pas la légitimité pour déclencher une guerre technologique à l'échelle mondiale source de développements futurs très dangereux pour l'économie et la communauté mondiales.

Sous le prétexte que les États-Unis sont très préoccupés par le fait que, selon eux, la Chine se prépare à attaquer la Chine de Formose (une accusation américaine qui se répète régulièrement tous les cinq à dix ans), ce qui représenterait une atteinte grave à la sécurité américaine, les raisons de la déclaration de Biden sont clairement exposées dans le document susmentionné. Elles sont principalement dues à la prise de conscience et à la crainte de perdre le « leadership » mondial (comme ils l'appellent), précisément dans le

domaine des technologies qui sont aujourd'hui de la plus haute importance stratégique pour la sécurité « nationale », comme celles des semi-conducteurs et des puces avancées, avec des applications infinies dans tous les domaines.

Venons-en aux faits, qui montrent que la guerre technologique américaine contre la Chine est un exemple paroxystique de la culture hyper-guerrière dans la tête de l'actuel système principal de domination mondiale. Le 7 octobre, le président Biden annonce qu'il a approuvé une série de mesures visant à interdire l'exportation vers la Chine de tout type de puces pouvant être utilisées pour l'intelligence artificielle, la défense et les munitions à haute capacité. Or, les puces sont partout : dans les voitures, les téléphones, les implants cardiaques, les élevages d'animaux, la culture des légumineuses, les missiles à tête nucléaire, les spectacles, les hôpitaux... En outre, les mesures établissent un contrôle accru sur les ventes à la Chine d'instruments permettant la fabrication de semi-conducteurs. Les mesures sont très lourdes quand on sait que la Chine doit importer 80% des composants électroniques nécessaires à ses industries. En 2019, elle a dépensé plus de 200 milliards, soit plus que ce qu'elle dépense en pétrole.

Autre fait, au cours des 30 dernières années, les entreprises américaines de semi-conducteurs ont transféré leur production à l'étranger. Dans les années 1990, les États-Unis représentaient 37 % de la production mondiale, contre à peine plus de 12 % aujourd'hui. Début août 2022, M. Biden a fait approuver un plan de 52 milliards de dollars pour rapatrier la production de la prochaine génération de semi-conducteurs. « *L'avenir sera fait en Amérique* », a-t-il déclaré.

Troisième fait, très important : les mesures d'interdiction ne s'appliquent pas seulement aux acteurs économiques américains, mais aussi à toutes les entreprises des autres pays alliés et non alliés. Les Européens n'ont-ils pas été consultés ? Eh bien, en matière de leurs sécurité le message des Américains est clair : qu'ils obéissent. Cette injonction découle du fait que les États-Unis se considèrent comme « une puissance mondiale ayant des intérêts mondiaux », leur sécurité est donc en jeu dans toutes les parties du monde parce qu'ils sont une puissance indo-pacifique, une puissance méditerranéenne, une puissance continentale américaine, etc.

Quatrièmement. Dans la semaine qui a suivi l'annonce, les principaux groupes de semi-conducteurs et de puces ont vu s'envoler plus de 250 milliards de dollars de valorisation boursière. Ils n'ont pas réagi en espérant récupérer rapidement leurs pertes dues à la surprise. Mais cela met en évidence le fait que parmi les principaux acteurs de la guerre technologique, un poids décisif sera joué par la finance mondiale. Il n'est pas certain que l'issue soit favorable à la coopération, à la justice, à la solidarité et à l'efficacité dans l'intérêt de tous.

Cinquièmement. En attaquant la Chine, les États-Unis sont maintenant en conflit ouvert simultanément avec la Russie et la Chine. Un peu trop, en vérité. Comment interpréter cette multiplication rapide des guerres mondiales provoquées par les États-Unis ? Inconscience, calcul prémédité (« one war »), signe d'une perte de confiance en soi de la part d'une puissance hégémonique, fuite en avant d'un dominant cherchant à conserver son ancienne puissance, manœuvre tactique de politique intérieure pour enlever à Trump ses arguments électoraux ?

Il n'est pas dans l'intention de cet article d'approfondir le sujet. Il suffit de souligner que quelles que soient les raisons, qui sont sans aucun doute variées, la raison fondamentale est une, une seule : empêcher la Chine de contester leur suprématie économique, militaire et politique mondiale. Pour atteindre cet objectif, les États-Unis sont prêts à faire violence à un pays de 1,4 milliards de personnes, à mettre en danger l'avenir de l'humanité et de la vie de notre planète Terre.

Les dirigeants américains se soucient peu du présent et de l'avenir des Afghans ou des Irakiens, des Russes comme des Ukrainiens, des Européens, des Centrafricains, des Vénézuéliens ou des Brésiliens, ou des Chinois de Formose. Ils ne sont pas non plus intéressés par le développement durable du monde et la survie de la vie sur Terre, la justice sociale, la paix. Tout confirme qu'ils sont avant tout intéressés par leur pouvoir, leur domination, leur « bien-être » et, par conséquent, qu'ils ne veulent pas changer le système qui leur a permis de devenir les dominants.

Que peut-on faire ? Éviter trois pièges

Apparemment, il est difficile de penser que l'on puisse faire quoi que ce soit, en particulier la chose la plus urgente : mettre un terme à la guerre en Ukraine et entamer des négociations en vue d'une résolution politique du conflit. À cela s'ajoute aujourd'hui l'impératif de faire cesser l'attaque américaine contre la Chine. C'est très difficile car la guerre est également entrée dans l'esprit de la majorité des citoyens dans presque tous les pays, même dans les pays scandinaves traditionnellement anti-guerre. Bien sûr, le mouvement pour la paix existe et est très actif dans de nombreux pays du monde et a également obtenu récemment des

résultats très importants, comme le traité international sur l'interdiction des armes nucléaires, qui a été ratifié par plus de 50 États et est donc entré en vigueur dans le droit international. Bien entendu, aucune puissance nucléaire ne l'a approuvé, pas même l'Italie, qui, selon sa constitution, « rejette la guerre ». Bien que le mouvement pacifiste se soit fait de plus en plus sentir ces dernières semaines, son influence politique sur l'opinion publique reste limitée.

Le refus de condamner ouvertement et uniquement la Russie par un nombre important de pays d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie est certainement un facteur encourageant. Cela signifie que de nombreux États non occidentaux considèrent que les États-Unis et les pays de l'Union européenne sont directement coresponsables de la guerre en Ukraine. Cela ne signifie toutefois pas que la majorité de la population des autres continents a changé ses sentiments à l'égard de la guerre au point de se mobiliser pour l'arrêter.

La culture de l'inévitabilité de la guerre est encore très ancrée dans l'esprit des gens. Cela explique pourquoi, jusqu'à présent, les résolutions adoptées par les parlements nationaux contre la guerre, toutes les guerres, ont été rares ; faibles et sans influence sont les déclarations des organisations syndicales qui, une fois de plus, opèrent en ordre dispersé, et mal coordonnées au niveau mondial. Les manifestations en faveur de la paix de milliers d'associations et de mouvements de la société civile, les prises de position de centaines de lauréats du prix Nobel, les appels de personnalités du monde de la musique et de l'art, les appels continus et forts du pape François n'ont pas servi à ce jour à arrêter la guerre.

Cela dit, la solution ne réside pas dans les armes et encore moins dans le fait de laisser la voie ouverte à l'expérimentation d'une « petite » guerre nucléaire tactique dont la faisabilité et l'utilité entrent dans la tête des dominants accompagnée d'une certaine résignation des citoyens.

La situation rend nécessaire d'intensifier partout les manifestations de condamnation et de répudiation de la guerre afin de faire prendre conscience que nous ne pouvons pas vivre ensemble avec un sabre à la main et un pistolet à la ceinture, et encore moins des missiles à notre porte. À cette fin, trois pièges doivent être évités.

Le *premier piège*, déjà en place, est d'accepter la logique selon laquelle il y a une guerre des bons, qui doivent être défendus, aidés, armés, contre les méchants, qui doivent être punis, vaincus. Aucune négociation de paix ne peut être fondée sur une telle base. La proposition de cessez-le-feu doit contenir une formulation précise du résultat qui doit être atteint. Une formulation qui n'est pas faite pour les gagnants et les perdants, mais pour construire un autre agenda politique dans l'intérêt de toutes les parties et du monde. À cette fin, deux ou plusieurs personnalités de haut niveau moral et professionnel nommées par le Secrétaire général des Nations unies devraient faire partie de l'équipe de négociation. Leur tâche consisterait à suggérer, lorsque cela est nécessaire et demandé, des contributions de solutions acceptables par tous dans l'intérêt de l'humanité.

Le *second piège* consiste à limiter les objectifs des négociations de paix à l'optimisation relative des intérêts de chaque belligérant (Ukraine, Russie, États-Unis, OTAN, Union européenne). Les pays belligérants étant à l'origine de tant de destructions et de dommages humains, sociaux, environnementaux et économiques, les négociations doivent également servir à les obliger à prendre des engagements précis en matière de reconstruction et de réparation des dommages non seulement pour les belligérants eux-mêmes, mais surtout pour l'humanité et la vie de la Terre. Les responsables de la guerre mondiale en Ukraine ont détruit les capacités des habitants de la Terre à apprendre à vivre ensemble accumulées dans les années 1950-1990. Ils nous ont fait perdre quelque 50 ans d'histoire qui auraient pu être plus justes, plus solidaires, plus pacifiques, plus heureux. À cette fin, nous, citoyens, ne devons pas rester prisonniers de leur jeu qui consiste à essayer de sortir de la guerre en ayant sauvé au maximum leurs intérêts. Nous devons exiger de nos représentants élus que les négociations établissent les bases (principes et règles) et mettent en place les institutions mondiales appropriées de l'humanité pour sauvegarder et défendre la sécurité et le bien-être de tous les habitants de la Terre.

Si cela ne se produisait pas, les négociations de paix se transformeraient en une nouvelle farce mondiale cruelle.

Un tel résultat est évitable. Parmi les possibilités offertes, il en est une qui me semble très importante. Je pense à *la révolte des scientifiques*. Aujourd'hui, nous le reconnaissons tous, notre existence et la vie de la planète sont de plus en plus façonnées, ou plutôt « créées », par nos connaissances scientifiques et nos capacités technologiques, ainsi que par la manière dont nous gérons et utilisons ces connaissances. Si la guerre est possible sous les formes que nous connaissons aujourd'hui (chars, avions de chasse et porte-avions, sous-marins, missiles, armes nucléaires, drones, armes bactériologiques, lasers, moyens de communication et d'information puissants, satellites, etc.), c'est grâce à une multitude de facteurs. Cela est dû à des millions de

scientifiques, de technologues et de gestionnaires de guerre. Pour différentes raisons, les scientifiques ont été piégés dans des situations et des statuts qui, dans leur grande majorité, les rendent pourtant satisfaits et sereins (statut social élevé, prestige, revenus, sécurité, influence importante influence sur les décideurs, supposés ou réels...) C'est le *troisième piège*, qu'il faut faire sauter (et qui ne concerne pas seulement la catégorie des scientifiques). Il a été rare jusqu'à présent que les scientifiques, en tant que profession et en tant que sujet collectif, mènent des actions de dissidence, de critique politique, de révolte contre les « seigneurs » de la politique et de l'économie, mis à part tel ou tel autre cas individuel, ou de petits groupes. Le cas le plus macroscopique de ce piège est représenté par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), un organisme des Nations unies créé en 1988 pour fournir aux décideurs des évaluations sur le changement climatique et ses conséquences sur les conditions de vie sur Terre. Il s'agit d'un organisme fondé sur la coopération entre des milliers de scientifiques, dont les travaux sont subventionnés par les gouvernements. Il représente une opportunité exceptionnelle pour les scientifiques et les centres de recherche participants en termes de prestige, de financement, d'honneurs et de travaux de grand intérêt et d'importance. Ils doivent cependant signer une condition plutôt bien acceptée par eux au nom de la soi-disant neutralité scientifique : ils doivent s'engager à ne pas faire d'évaluation des politiques actuelles ou de propositions de nature politique, à ne pas proposer de solutions ou de recettes politico-économiques et à ne pas faire de déclarations publiques individuelles ou collectives qui pourraient être utilisées à des fins politiques partisans.

À la lumière de 35 ans d'expérience, on doit et on peut se demander si une telle formule est dans l'intérêt de la population mondiale et de la capacité effective de la science à aider la société à trouver les solutions nécessaires aux problèmes mis en évidence et analysés dans tous leurs aspects ?

À quoi bon produire rapport après rapport, des dizaines de milliers de pages, de données, de tableaux, de graphiques, et construire des scénarios alternatifs, si les scientifiques eux-mêmes acceptent que les décideurs ne fassent rien et qu'ils restent eux-mêmes à regarder du bout de leurs splendides laboratoires et bureaux sans intervenir ? Face au caractère dramatique de la situation, non seulement dans les dimensions environnementales de la vie, la neutralité scientifique (prétendue) ne peut plus être un instrument de commodité pour les politiques comme pour les scientifiques. De plus, les scientifiques sont le seul groupe social qui peut changer et réorienter la recherche scientifique et les utilisations des connaissances produites. Heureusement, il y a quelques semaines, un groupe de scientifiques a décidé d'agir, s'est donné un nom éloquent, « Scientist Rebellion », et a lancé une lettre appelant à la mobilisation des citoyens pour mettre fin au changement climatique. Il a également occupé pacifiquement des locaux de l'université de Munich. L'association prévoit une action plus forte lors de la COP27 en Égypte, qui aura lieu du 6 au 18 novembre. À ce jour, plus de 500 scientifiques ont signé la lettre, dont certains, très rares, membres du GIEC. Personnellement, je vais rejoindre la « Scientist Rébellion » et j'espère que ses membres se multiplieront rapidement par milliers.

Pour l'instant, la « Scientist Rébellion » ne se mobilise que pour mettre fin aux catastrophes climatiques. J'espère que le combat s'étendra rapidement à des actions contre la guerre globale en Ukraine et les opérations de guerre technologique et économique des États-Unis contre la Chine, pour lesquelles les scientifiques sont « mobilisés » en première ligne. Je suis convaincu que la révolte des scientifiques, en plus et en soutien des révoltes citoyennes déjà en cours, peut avoir un effet important et durable pour vaincre la guerre et créer une humanité responsable.

Si les scientifiques sont incités à se révolter pour « sauver la vie de la Terre » d'une extermination massive au cours des 100 prochaines années, pourquoi ne pas le faire aussi pour « sauver l'humanité de la guerre aujourd'hui » ?

Riccardo PETRELLA, 8 novembre 2022

Sources : *Pressenza* et *Investig'Action*

Le rameau d'olivier plutôt que l'étendard de la guerre



Et donc selon le nouveau ministre de la Défense français, directement relayé dans la presse belge par le chef de la Défense nationale belge, il faut reconvertir nos économies en « économies de guerre ». En bref, ne laissons pas nos industries rater de juteux contrats d'armements que nous offre la guerre en Ukraine, le tout bien sûr au nom de nos valeurs démocratiques.

Dans le même temps, Madame von der Leyen appelle à lever un nouveau train de sanctions contre Moscou. N'a-t-elle pas constaté que ce sont essentiellement les économies européennes qui trinquent dans la mesure où M. Poutine avait anticipé cette situation en cherchant, bien avant la guerre, à diversifier sa clientèle pour le gaz et le pétrole russe lorsqu'il s'aperçu que les Européens, pliant devant les exigences américaines, avaient bloqué l'ouverture du gazoduc Nord Stream 2. Il est étonnant de constater que c'est Mme von der Leyen qui, aujourd'hui, tient les rênes de la direction européenne. On la retrouve parcourant le monde en lieu et place de M. Borrel censé être le Haut Représentant des institutions européennes aux relations extérieures. Quant au Président du Conseil, Charles Michel, il peine à encore exister. C'est elle aussi qui, dès à présent, nous invite à nous serrer la ceinture notamment, en abandonnant nos voitures, réduisant l'usage des climatiseurs et anticipant son annonce sur l'obligation qui nous sera faite de réduire à 19° le chauffage en hiver, d'éteindre les éclairages publics. Toutes ces mesures prônées par les écologistes pour améliorer notre climat, n'avaient pas jusqu'ici trouvé en Mme von der Leyen une telle avocate.

Qu'est-ce qu'une économie de guerre ?

C'est celle qui autorise l'État à prendre toutes les mesures nécessaires à la survie de ses institutions et à la protection des citoyens. Cela peut donner froid dans le dos lorsqu'on se rappelle les mesures adoptées à ce titre par le gouvernement du maréchal Pétain. Les Conventions de Genève, adoptées en 1947 et complétées en 1949, stipulent quelles sont les obligations de la puissance occupant un autre pays. Aujourd'hui déjà, il y a lieu de s'inquiéter de la manière dont ont été prises les décisions de la Commission européenne centralisant toutes les mesures prises à l'encontre de la Russie et dont M. Stoltenberg, S.G. de l'OTAN se félicite de la bonne coordination avec ses services. De même, il y a lieu de questionner nos parlementaires sur les choix opérés par nos différents pays en matière de livraisons d'armes pour combattre l'envahisseur russe. Nous prétendons le faire au nom de la défense d'un pays, l'Ukraine, qualifié de pays partageant nos valeurs démocratiques. Or, il faut être lucide : l'Ukraine n'a jamais été identifiée comme telle avant l'invasion russe. Ceux qui, au nom de la solidarité atlantique, livrent des armes défensives et offensives aux Ukrainiens et qui proclament vouloir « aider les Ukrainiens à gagner la guerre » en mettant nos économies en « état de guerre » sont des irresponsables au vu des seuls résultats obtenus jusqu'à présent : des réfugiés en masse, des morts par dizaines de milliers, des destructions sans fin, et des perspectives encore plus dramatiques pour les prochaines semaines, parce qu'ils s'obstinent à vouloir faire plier M. Poutine.

Nos parlementaires doivent d'urgence se préoccuper de la traçabilité des armes livrées, car ne sont-elles pas déjà partagées par des groupes d'obédiences fascistes ? Ils ont aussi l'obligation de nous préserver des dangers que représente « l'économie de guerre » : dérives démocratiques comme la censure de la presse russe, par exemple, contrôles renforcés pour forcer les économies de gaz, privations vécues par nos concitoyens, victimes des spéculations et hausses du coût de la vie, provoquées à l'occasion de cette confrontation guerrière.

Non, nous ne sommes pas en guerre et nous refusons la volonté de certains d'en découdre avec la Russie, quel qu'en soit le motif. Il serait temps de se mobiliser sérieusement pour relayer les appels de plus en plus nombreux de ceux qui depuis le Grand Sud mais aussi en Europe, aux Amériques, en Ukraine et en Russie, appellent à mettre fin de toute urgence à ce conflit des plus périlleux pour notre humanité. Rappelons-nous, ce 8 août, les largages des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki et empêchons que de tels crimes se reproduisent.

Nos responsables politiques, au lieu de jouer des biceps, doivent mobiliser toutes leurs énergies et des moyens financiers importants pour rendre à l'ONU et à son Secrétaire général A. Guterres le rôle qui est le leur pour forcer des négociations en vue de mettre un terme à la guerre en Ukraine et instaurer un processus de paix respectueux des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes sans être les jouets des affrontements présents et futurs entre grandes puissances.

Les guerres actuellement en cours, bien trop meurtrières et destructrices nous appellent à la raison et à travailler collectivement à un nouvel ordre international en mesure de recréer les conditions d'un vivre ensemble plus pacifique, plus socialement responsable, plus respectueux de l'ensemble du vivant et plus réellement démocratique. C'est pour ce faire que nous devons nous mobiliser et forcer les porteurs d'étendards guerriers à laisser la place aux porteurs de la branche d'olivier.

Pierre GALAND, 20 octobre 2022

Mesures d'économie d'énergie en Europe :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_4608

Sources : Pour.press et Investig'Action

La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation



États-Unis, Union Européenne et d'autres pays ont jusqu'à présent « donné » à l'Ukraine environ 100 milliards d'euros de fournitures militaires. C'est de l'argent qui, directement ou indirectement, sort de nos poches. Ce chiffre est en augmentation continue. L'Union Européenne entraînera 15 mille militaires ukrainiens dans deux camps en Pologne et dans un autre état membre.

Au sommet OTAN des ministres de la Défense, le secrétaire général Stoltenberg informe : « À la suite du sabotage des gazoducs Nord Stream, nous avons doublé notre présence en Mer Baltique et en Mer du Nord à plus de 30 navires ». Ce qu'est la matrice de l'attaque est confirmé par le fait qu'on a empêché la société Gazprom russe, co-proprétaire du Nord Stream, de participer aux enquêtes sur les explosions sous-marines.

Moscou a les preuves que, en plus de saboter le Nord Stream, on a tenté de faire exploser le gazoduc Turkstream, le seul intact pour transporter le gaz russe en Europe. Malgré l'assurance de Stoltenberg que « l'OTAN n'est pas une partie en cause dans le conflit », les preuves existent que les plus de 22 tonnes d'explosifs utilisées pour l'attentat du pont de Crimée, ont été expédiées depuis l'Ukraine à travers la Bulgarie, pays de l'OTAN.

Alors que la Russie se déclare prête à des négociations pour une solution politique, le G7 ferme toute tractation en posant comme condition préliminaire le « retrait complet et inconditionné » de la Russie hors d'Ukraine. Simultanément l'OTAN procède en Europe, dans la semaine du 17 au 23 octobre, à la manoeuvre de guerre nucléaire Steadfast Noon au bord du territoire russe. Y participe aussi la Pologne, qui demande à avoir des armes nucléaires USA sur son propre territoire.

La guerre avance selon le plan élaboré en 2019 par la Rand Corporation pour le compte du Pentagone : « Attaquer la Russie sur son flanc le plus vulnérable, celui de son économie dépendante de l'exportation de gaz et pétrole. Opérer pour que les pays européens de l'OTAN augmentent leurs propres forces dans une fonction anti-Russie. Déployer en Europe des bombardiers stratégiques et des missiles nucléaires dirigés contre la Russie. Fournir des aides létales à l'Ukraine en exploitant le plus grand point de vulnérabilité extérieure de la Russie ».

Manlio DINUCCI, Mondialisation.ca, 14 octobre 2022

[...]

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio. Image en vedette : Capture d'écran. almayadeen.net, 28 mars 2022

Un Afghanistan au coeur de l'Europe

« Les Alliés sont en train de fournir un soutien sans précédents à l'Ukraine et ils continueront à le faire », annonce le secrétaire général de l'OTAN Stoltenberg. Avec des centaines d'obusiers fournis par l'OTAN les forces de Kiev tirent en une seule journée des milliers de projectiles, plus que ce que les forces OTAN tiraient en un mois en Afghanistan. En conséquence les canons des obusiers, longs de 6 mètres et pesant des tonnes, doivent être fréquemment remplacés : à cette fin le Pentagone a déployé en Pologne une unité spéciale qui envoie en continu les pièces de rechange en Ukraine.

Cela comporte une colossale augmentation de la production de guerre, qui devient un facteur décisif dans la guerre. États-Unis et OTAN fournissent à Kiev non seulement de croissantes quantités d'armes, mais des systèmes d'armes à longue portée et des projectiles qui se dirigent automatiquement sur les objectifs. En conséquence la Russie utilise des armements de plus en plus sophistiqués. Pour cela détermine l'escalade vers de toujours plus dangereux niveaux de confrontation militaire entre OTAN et Russie.

La situation est rendue plus périlleuse encore par le croissant rôle belligérant de l'Union Européenne. La présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, annonce que les 300 milliards d'euros que la Banque Centrale Russe avait déposé dans des banques européennes, déjà « gelés » par l'UE, seront maintenant séquestrés et de fait utilisés pour la guerre contre la Russie. En même temps Jens Stoltenberg annonce : « Nous sommes en train de discuter sur comment aider l'Ukraine à avancer vers l'adhésion à l'OTAN ». Si l'Ukraine entre dans l'OTAN, sur la base de l'article 5 les 30 pays de l'OTAN, Italie comprise (*France aussi, ndt*), doivent envoyer leurs propres forces armées combattre contre les forces russes en Ukraine.

[...]

Manlio DINUCCI,
Mondialisation.ca, 03 décembre 2022

<https://www.byoblu.com/2022/12/02/un-afghanistan-nel-cuore-delleuropa-grandangolo-pangea/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est byoblu.com

Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2022

Au pied du sapin de Noël la nouvelle bombe nucléaire USA B61-12

Pendant que les géants du pétrole enregistrent des profits record grâce aux prix croissants de l'énergie et que les usines européennes licencient parce qu'elles n'arrivent pas à payer les factures de gaz et électricité, les USA envoient de l'énergie à l'Europe avec leurs navires chargés de coûteux GNL.



Redoutant que nous n'en ayons pas assez, ils nous envoient maintenant une autre énorme quantité d'énergie : celle des armes nucléaires. Les États-Unis envoient en décembre en Europe 100 bombes nucléaires B61-12 potentialisées. Elles remplaceront les précédentes en Italie, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Turquie, et seront probablement déployées contre la Russie dans d'autres pays OTAN, comme la Pologne et la Finlande.

Dans ses documents stratégiques, le Pentagone annonce : « Nous emploierons les armes nucléaires pour défendre les intérêts vitaux des États-Unis et de leurs alliés ». Cela constitue un changement de stratégie qui rapproche encore plus le monde de la guerre nucléaire, qui provoquerait la disparition de l'espèce humaine de la surface de la terre. Que va faire maintenant la Russie ?

C'est ce qu'a demandé Jean Toschi Marazzani Visconti à Vladimir Kozin, expert russe du Centre de recherches politico-militaires, dans une interview réalisée à Moscou pour *Grandangolo* sur la chaîne TV nationale Byoblu.

Vladimir Kozin définit la situation actuelle comme « bien pire qu'elle ne l'a été pendant la Guerre Froide, beaucoup plus létale et plus dangereuse ». Il dénonce le fait que les États-Unis, après avoir déchiré le Traité FNI, sont en train de déployer en Europe au bord de la Russie, en plus des nouvelles bombes nucléaires B61-12, des missiles nucléaires à moyenne portée.

Kozin qualifie tout cela de « folie » et prévient que, si on en vient à une guerre nucléaire, « il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus, tout le monde perdra ». Il avertit donc :

« Si notre territoire est attaqué avec des armes nucléaires ou avec des armes de destruction de masse, comme des armes chimiques ou biologiques, bactériologiques et toxiques, en plus de nucléaires, nous répondrons ».

À la question de savoir si la Russie frappera les bases nucléaires USA en Europe, il répond : « Oui, c'est certain. Si nous sommes attaqués ».

Manlio DINUCCI
Mondialisation Canada
5 novembre 2022

<https://fr.sott.net/article/41104-Au-pied-du-sapin-de-Noel-la-nouvelle-bombe-nucleaire-USA-B61-12>

L'explosion des deux oléoducs est une déclaration de guerre à l'Allemagne



Oskar Lafontaine : « L'explosion des deux oléoducs est une déclaration de guerre à l'Allemagne » (dpa)

« L'explosion des deux oléoducs est une déclaration de guerre à l'Allemagne et il est pathétique et lâche que le gouvernement allemand veuille balayer l'incident sous le tapis. Il dit qu'il sait quelque chose, mais qu'il ne peut pas le dire pour des raisons de sécurité nationale. » Ce sont les mots d'Oskar Lafontaine, un politicien allemand de longue date que n'a pas pu arrêter l'attentat du 25 avril 1990. En 1995, il a été élu président du SPD, ce qui a mené les sociaux-démocrates à la victoire aux élections de 1998. Dans le nouveau gouvernement social-démocrate, Lafontaine a occupé le poste de ministre des Finances et ce n'est qu'en 2010 qu'il a annoncé sa retraite de la politique.

« Cela fait longtemps que les moineaux le sifflent aux quatre vents : les États-Unis, dit Lafontaine, ont mené l'attaque directement ou du moins ont donné le feu vert. Sans la connaissance et l'approbation de Washington, il n'aurait pas été possible de détruire les pipelines, qui constituent une attaque contre notre pays, affectent profondément notre économie et vont à l'encontre de nos intérêts géostratégiques. C'était un acte d'hostilité contre la République Fédérale, et pas seulement contre elle, ce qui montre une fois de plus que nous devons nous affranchir de la tutelle des Américains. »

Deutsche Wirtschaftsnachrichten l'a interviewé ici

Dans votre nouveau livre « Love, It's Time to Go ! » vous appelez au retrait des troupes américaines d'Allemagne. N'est-ce pas irréaliste ?

Bien sûr, cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais l'objectif doit être clair : le retrait de toutes les installations militaires et armes nucléaires américaines d'Allemagne et la fermeture de la base aérienne de Rammstein. Nous devons constamment œuvrer dans ce sens et construire en même temps une architecture de sécurité européenne, car l'OTAN, dirigée par les États-Unis, est obsolète, comme l'a également reconnu le président français Emmanuel Macron. En effet, l'OTAN a depuis longtemps cessé d'être une alliance défensive et est devenue un outil pour renforcer la prétention des États-Unis à rester la seule puissance mondiale. Dans tous les cas, nous devons formuler nos propres intérêts, qui ne sont en rien compatibles avec ceux des États-Unis.

Vous dites que les Américains sont responsables de l'explosion du pipeline. Pensez-vous vraiment qu'ils quitteraient l'Allemagne sans combat ?

Non, ce sera un peu compliqué, mais je ne vois pas d'alternative. Si nous et d'autres pays européens restons sous la tutelle des États-Unis, ils nous pousseront à bout pour protéger leurs intérêts. Par conséquent, nous devons progressivement étendre notre portée, de préférence avec la France. Comme Peter Scholl-Latour, j'ai appelé il y a de nombreuses années à une alliance franco-allemande. À ce stade, la défense des deux États pourrait également être intégrée, en tant que noyau d'une Europe indépendante. Pour utiliser une expression désormais éculée : nous vivons les douleurs de la phase de transition d'un ordre mondial unipolaire à un ordre mondial multipolaire. Et ici se pose la question de savoir si nous prendrons une place indépendante dans ce nouvel ordre mondial ou si nous nous laisserons entraîner dans les conflits de Washington avec Moscou et Pékin, en tant que vassaux des États-Unis.

Dans son livre, il cite Machiavel : « Ce n'est pas celui qui prend les armes le premier qui provoque le désastre, mais celui qui le force ». Faites-vous référence au conflit en Ukraine ?

Bien sûr, je fais également référence au conflit ukrainien, qui a commencé avec le coup d'État de Kyiv Maidan en 2014. Depuis lors, les États-Unis et leurs vassaux occidentaux arment l'Ukraine et la préparent

systématiquement à la guerre contre la Russie. De cette façon, l'Ukraine est devenue un membre de facto de l'OTAN, même si ce n'est pas un membre de jure. Cette histoire a été délibérément ignorée par les politiciens occidentaux et les médias grand public.

Cependant, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe est une violation impardonnable du droit international. Des gens meurent chaque jour et tout le monde, Moscou, Kyiv ou Washington, est largement responsable du fait qu'il n'y a toujours pas de cessez-le-feu. Depuis plus de 100 ans, l'objectif déclaré de la politique américaine est d'empêcher à tout prix l'industrie et la technologie allemandes de fusionner avec les matières premières russes. Il est absolument clair que nous avons affaire à une guerre par procuration des États-Unis contre la Russie, préparée de longue date. Il est inexcusable que le SPD en particulier trahisse ainsi l'héritage de Willy Brandt et sa politique de détente et n'insiste même pas sérieusement sur le respect de l'accord de Minsk.

Alors, les États-Unis ont-ils atteint leurs objectifs de guerre ?

Oui et non. Quant à l'endiguement des relations entre la Fédération de Russie et l'UE, ils ont réussi. Ils ont également réussi à écarter, pour le moment, l'UE et l'Allemagne comme rivaux géostratégiques et économiques potentiels. Plus encore qu'avant le conflit ukrainien, ils déterminent désormais les politiques des États de l'UE, notamment grâce aux politiciens complaisants de Berlin et de Bruxelles. Ils peuvent vendre leur gaz de fracturation sale et l'industrie américaine de l'armement fait du commerce avec des bombes.

En revanche, ils n'ont pas réussi à « ruiner la Russie », comme l'a dit Mme Baerbock, l'une de leurs porte-parole, en renversant Poutine et en installant un gouvernement fantoche à Moscou pour avoir un meilleur accès aux matières premières russes comme à l'époque d'Eltsine. Et j'ai l'impression que les États-Unis se rendent compte qu'ils mordent la poussière (?). Malgré des livraisons massives d'armes à l'Ukraine et l'envoi de nombreux « conseillers militaires », la Russie, puissance nucléaire, ne peut être vaincue militairement. De plus, les sanctions occidentales se révèlent être un boomerang : elles nuisent davantage aux États occidentaux qu'à la Russie et conduiront à la désindustrialisation, au chômage et à la pauvreté.

Donc tout va mal à partir de maintenant ?

Nous devons de toute urgence mettre fin au conflit en Ukraine. Et cela ne sera possible que si les États-Unis abandonnent leur plan visant à mettre la Russie à genoux avant d'affronter la Chine. Cela nécessite une initiative européenne, qui doit venir de la France et de l'Allemagne.

Si nous ne le faisons pas, et si nous ne parvenons pas rapidement à un accord avec la Russie sur les importations de matières premières et d'énergie, l'économie de l'Allemagne et de l'Europe s'effondrera et les partis de droite deviendront de plus en plus puissants en Europe.

ARRETSURINFO.CH, 3 décembre 2022

Source : www.elespiadigital.com

Oskar Lafontaine, né à Sarrelouis en 1943, a été dans sa vie politique maire de Sarrebruck, Premier ministre de la Sarre, président du SPD, candidat à la chancellerie et ministre fédéral des Finances. En mars 1999, il a démissionné de tous ses postes politiques antérieurs au sein du SPD en raison de critiques à l'encontre de la ligne de gouvernement de Gerhard Schröder. Il a été président fondateur du parti DIE LINKE, né de sa propre initiative du PDS et Wahlalternative Arbeit & soziale Gerechtigkeit (WASG), président du groupe parlementaire de gauche au Bundestag allemand et tête de liste des campagnes électorales pour la Sarre parlement en 2009, 2012 et 2017. Jusqu'à sa démission du parti en mars 2022.

<https://fr.sott.net/article/41333-L-explosion-des-deux-oleoducs-est-une-declaration-de-guerre-a-l-Allemagne>